



HAL
open science

La désillusion politique

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. La désillusion politique. Le Baromètre de la confiance politique / Vague 16, Sciences Po - CE-VIPOF; CNRS INSHS. 2025, pp.1-10. <hal-05049934>

HAL Id: hal-05049934

<https://sciencespo.hal.science/hal-05049934v1>

Submitted on 28 Apr 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License



LA DÉSILLUSION POLITIQUE

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

L'un des résultats les plus significatifs de la 16^{ème} vague du Baromètre de la confiance politique est la volonté exprimée par de nombreux enquêtés de mettre à distance la vie politique ordinaire et de considérer l'insignifiance de la démocratie représentative et des joutes électorales. La nouveauté, cependant, ne tient pas au fait qu'ils se désintéressent de la politique, ce qui est le propre des abstentionnistes, mais qu'ils considèrent qu'elle est devenue impuissante dans l'état où elle se trouve aujourd'hui. Même s'ils votent, nombre d'enquêtés ne croient plus trop aux solutions politiques. L'enquête révèle l'amorce d'un tournant dans le rapport au politique, au-delà même de la relation de confiance que l'on peut entretenir avec le personnel ou les institutions politiques. C'est ce que l'on peut appeler la désillusion politique alors que Jacques Ellul nous parlait dans les années 1970 de l'illusion politique¹ face aux évolutions scientifiques et technologiques. Il dénonçait le fait que la vie politique courait derrière l'évolution du monde cherchant à la faire accepter par le plus grand nombre ou s'ingéniant à élaborer des utopies de changements profonds sinon révolutionnaires qui s'avéraient très vite impraticables. Encore faut-il souligner que ces illusions se répandaient à une époque où les entrepreneurs politiques prospéraient à droite comme à gauche, où l'on croyait encore au changement politique radical, qu'il soit libéral ou socialiste. Mais il n'est plus question d'illusion dans le contexte créé par la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024 et la nomination du gouvernement Bayrou, après l'éphémère gouvernement Barnier, dont seule une minorité d'enquêtés considèrent qu'il est légitime². C'est bien la désillusion qui gagne du terrain, une relégation du politique à une activité seconde sans grande portée réelle. C'est la mesure de cette désillusion que l'on peut tenter de prendre à travers trois registres critiques. Le premier est celui de l'impuissance électorale. Le second est celui de l'impotence gouvernementale. Le troisième est celui du désir de se libérer du politique qu'exprime une majorité d'enquêtés.

L'analyse est faite à partir de la vague 16 du Baromètre de la confiance politique menée en partenariat avec le CMA, le Conseil économique, social et environnemental, EDF, l'Institut de l'entreprise, Intériale, l'Université LUISS de Rome. L'échantillon est de 3 561 enquêtés pour la France, interrogés du 17 au 29 janvier 2025, de 2 000 enquêtés pour l'Allemagne, interrogés du 24 au 29 janvier 2025, de 1 760 enquêtés pour l'Italie, interrogés du 28 au 31 janvier 2025 et de 1 771 enquêtés aux Pays-Bas, interrogés du 28 janvier au 5 février 2025.

1.

Jacques Ellul, *L'illusion politique*, Paris, Le livre de poche, coll. Pluriel, 1977

2.

L'enquête nous apprend ainsi que seuls 31% des enquêtés estiment en janvier 2025 que le gouvernement Bayrou est légitime

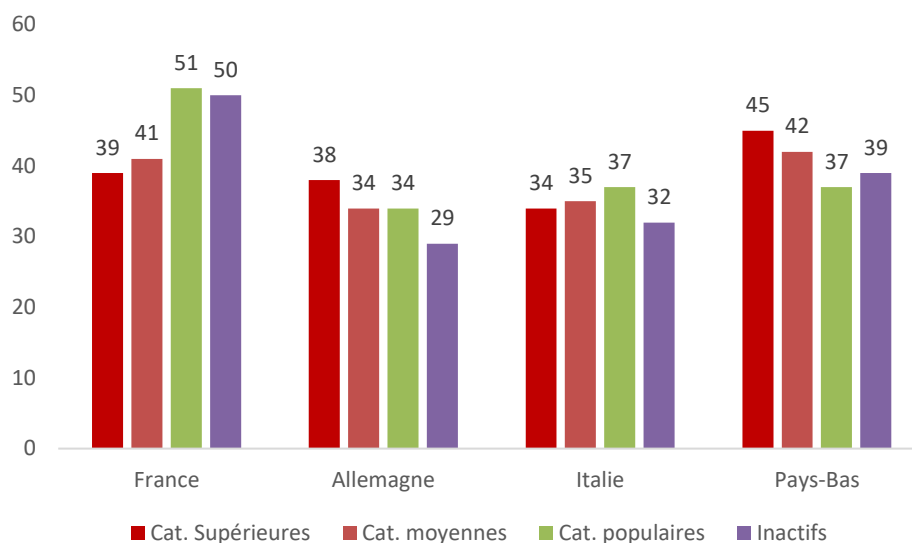
L'impuissance électorale

Il ressort de la vague 16 du Baromètre non seulement un niveau général de méfiance qui renoue avec ceux que l'on enregistrerait à la fin du quinquennat de François Hollande mais également un rejet du politique. Ce dernier se traduit par des niveaux élevés de remise en cause du vote comme moyen de faire changer les choses. Pour 46% des enquêtés français contre 34% des enquêtés allemands, 35% des enquêtés italiens et 40% des enquêtés hollandais, « ce n'est pas avec les élections qu'on peut changer les choses dans notre pays ». Et ce n'est qu'en France que le profil socioprofessionnel des enquêtés crée des contrastes importants, comme le montre le graphique 1. Le fait que la moitié des inactifs (personnes au foyer et surtout étudiants ou élèves) en France pensent que les élections sont peu efficaces pour changer les choses renvoie à la distribution des réponses par tranche d'âge. Dans les quatre pays étudiés les réponses sont moins négatives à partir de 50 ans. En France, cette désillusion électorale caractérise surtout les 18-24 ans (50%) et les 25-34 ans (54%) même si les proportions ne baissent qu'assez peu au-dessus : 50% chez les 35-49 ans, 46% chez les 50-64 ans et tout de même 39% chez les 65 ans et plus.

Sur le terrain politique, l'idée selon laquelle les élections sont inefficaces est partagée, lors des élections législatives de 2024, par 43% des électeurs de la NUPES, 32% des électeurs de la majorité présidentielle, 31% des électeurs Les Républicains ou de l'UDI, 46% des électeurs de candidats divers droite, 53% des électeurs du RN et 56% des abstentionnistes ou de ceux qui ont voté blanc et nul.

Les élections ne sont pas vraiment considérées comme pouvant provoquer un changement significatif. Les réponses sont en revanche plus positives lorsqu'on demande aux enquêtés si les élections permettent de faire « évoluer » la situation : c'est alors le cas de 80% des électeurs de la NUPES, de 94% des électeurs des candidats de la majorité présidentielle et de ses alliés, de 91% des électeurs de LR ou de l'UDI, de 75% des électeurs du RN et de 59% des abstentionnistes ou de ceux qui ont voté blanc et nul, ce qui signifie que ces derniers n'accordent même pas un rôle correcteur au vote. Environ les deux tiers (64%) de ceux qui estiment que le vote ne permet pas le changement considèrent en revanche qu'il peut encore avoir une influence sur l'évolution de la situation. Les mêmes proportions sont observées dans les trois autres pays.

Graphique 1 : Inefficacité des élections par pays et catégorie sociale (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

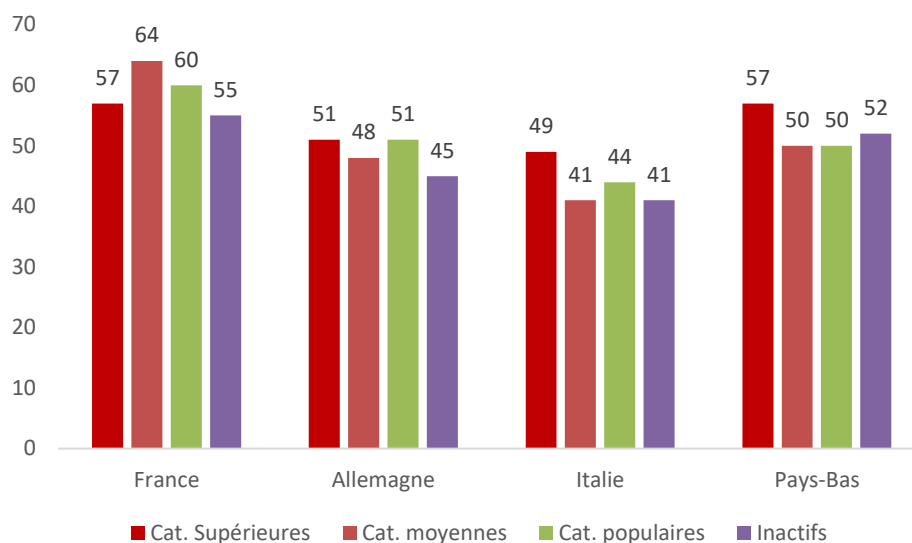
C'est bien dans la différence entre « évolution » et « changement » que l'on mesure le rôle accordé au vote. La portée marginale du vote est alors rapportée au fait que le pouvoir semble bien avoir échappé aux autorités nationales.

Le pouvoir est ailleurs

En effet, c'est en moyenne à 57% que les enquêtés français estiment que « les gouvernements ne peuvent plus faire grand-chose aujourd'hui, le vrai pouvoir est ailleurs », ce qui les place, une fois de plus, en décalage sensible avec les enquêtés des autres pays puisque cette proposition obtient l'accord de 49% des enquêtés allemands, de 44% des enquêtés italiens et de 52% des enquêtés hollandais. Les résultats montrent que cet argument est loin d'être porté seulement par les catégories populaires et qu'il ne constitue donc pas ou plus la spécificité du populisme. En effet, on observe que cette représentation est la plus fréquente parmi les catégories moyennes en France et au sein des catégories supérieures en Italie et aux Pays-Bas alors que les catégories populaires et supérieures partagent la même vision en Allemagne. On a déjà vu dans une étude précédente³ que le niveau de diplôme ne jouait d'ailleurs que fort peu dans les quatre pays étudiés du moins jusqu'au niveau des grandes écoles ou du doctorat, ce qui peut signifier que les enquêtés appartenant aux élites scolaires pensent que leur propre pouvoir d'action au sein des appareils gouvernementaux reste relativement préservé.

3. Luc Rouban, « Le Trumpisme à la française », Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 16, mars 2025

Graphique 2 : Le vrai pouvoir est ailleurs (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

Note : les inactifs sont des enquêtés n'ayant jamais travaillé (étudiants, personnes au foyer).

C'est dans l'interprétation de la source du vrai pouvoir que les enquêtés des divers pays divergent. On a en effet demandé à tous ceux qui pensaient que le vrai pouvoir était ailleurs quelle était, d'après eux, l'identité de ce vrai pouvoir. Celui-ci n'est pas nécessairement identifié comme une institution extérieure à l'État et le citoyen ou les juges sont cités assez souvent. C'est aux Pays-Bas que l'Europe est le plus souvent citée (35%), alors que les marchés financiers le sont surtout en France et en Italie (respectivement à 31% et 33%), beaucoup moins en Allemagne (20%) et aux Pays-Bas (12%). Les grandes entreprises privées sont surtout mentionnées en Allemagne (17%), tout comme les grandes entreprises du Web (18%). Les citoyens sont cités avant tout en France (16%) alors que les juges le sont surtout en Italie (10%). En revanche, les collectivités locales tout comme les réseaux sociaux sont très peu cités en moyenne (3% pour les premières et 4% pour les seconds) et sans que l'on n'observe des différences nationales.

Ces représentations changent-elles avec les orientations politiques ? En France, comme le montre le graphique 3, les enquêtés proches des partis de gauche (à l'exception du NPA) et du centre pensent en moindres proportions que le pouvoir échappe aux autorités nationales du moins si on les compare aux enquêtés proches des partis de droite ou même aux enquêtés qui estiment n'être proches d'aucun parti et qui constituent près d'un tiers de l'électorat (30%). Il n'existe cependant pas de consensus quant à l'identité du vrai pouvoir au sein des gauches comme des droites.

À gauche, par exemple, on remarque le décalage des enquêtés se disant proches du PCF. Ils sont moins nombreux en proportion à citer les marchés financiers et les grandes entreprises privées (respectivement à 27% et 7%) que les enquêtés proches de LFI (respectivement, 35% et 14%) ou du PS (36% et 15%). En revanche, ils mentionnent bien plus souvent les citoyens (28%) que ceux proches de LFI (17%) ou du PS (15%). Ils sont également 8% à citer les collectivités locales, ce qui n'est le cas que de 4% des proches de LFI et de 2% des proches du PS ou de EELV. Les réponses évoquant l'Europe sont

relativement rares et similaires : 11% pour les proches du NPA comme de LFI, 13% pour les proches du PCF comme du PS, 9% pour les proches d'EELV.

Au centre, les réponses sont plus homogènes entre les enquêtés proches de Renaissance et ceux proches du MoDem. Dans les deux cas, les marchés financiers arrivent en tête (37%).

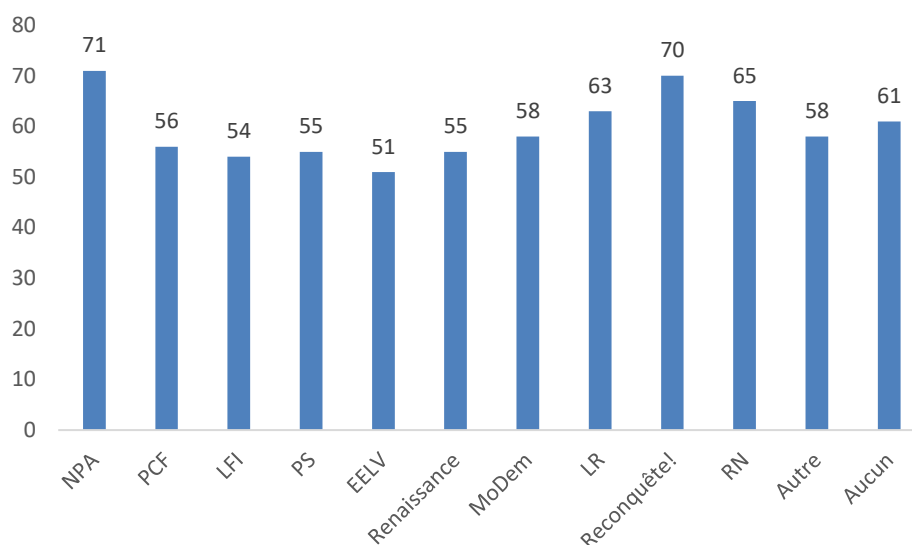
À droite et à l'extrême-droite, on observe que l'Europe est surtout désignée par les enquêtés proches de Reconquête ! (47%), les marchés financiers par les proches de LR (32%), les juges par les proches de LR (14%) comme ceux proches de Reconquête ! (18%), alors que les citoyens sont surtout évoqués par les enquêtés proches du RN (22%), comme les réseaux sociaux (10%). On mesure dans la distribution de ces réponses des différences politiques qui se retrouvent dans les programmes comme dans la sociologie des partis. Les électeurs de Reconquête ! se révèlent bien plus anti-européens que ceux de LR ou du RN alors que les électeurs du RN ont une croyance bien plus affirmée dans l'action citoyenne.

En Allemagne, les contrastes sont bien moindres entre les enquêtés proches du SPD, de la CSU et de l'AfD. L'Europe, notamment, est moins citée qu'en France parmi les enquêtés de droite ou d'extrême-droite. Si les enquêtés proches de la CSU sont néanmoins les plus nombreux en proportion à mentionner les marchés (17%) et surtout les grandes entreprises du Web (17%), ceux proches de l'AfD ne se distinguent pas particulièrement.

En Italie, les enquêtés proches des partis de la coalition électorale ayant donné le pouvoir à Georgia Meloni se séparent sur plusieurs points. Les enquêtés proches de Fratelli d'Italia mentionnent l'Europe à concurrence de 22% alors que ceux proches de Forza Italia et de la Lega ne la mentionnent qu'à concurrence, respectivement, de 14% et 12%. En revanche, les enquêtés proches de la Lega comme de Fratelli d'Italia citent plus souvent les marchés financiers (respectivement, 35% et 38%) ou les juges (15% et 17%) que les enquêtés proches de Forza Italia, plus libéraux que radicaux (22% citent les marchés, 11% les juges).

Aux Pays-Bas, le très grand nombre de partis politiques ne permet pas un tel suivi, faute d'effectifs suffisants dans la plupart des cas. On peut seulement remarquer que les enquêtés proches du PVV (*Partij voor de Vrijheid*, Parti pour la liberté) citent pour l'essentiel l'Europe (47%) comme centre du vrai pouvoir.

Graphique 3 : L'idée selon laquelle le vrai pouvoir est ailleurs par proximité partisane en France (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

Note : on ne fait pas figurer les enquêtés proches de Lutte ouvrière, de l'UDI ou de Debout la France, faute d'effectifs suffisants.

Du désengagement politique à l'autonomie sociale

La désillusion politique n'est pas seulement l'effet d'un regard critique, d'une défiance particulière ou d'une déception. Elle conduit à mettre à distance le politique de sa vie et notamment de sa vie privée, à séparer les univers, ce qui vient évidemment mobiliser les arguments libéraux du trumpisme. Mais elle pousse également à disqualifier l'engagement politique au profit d'autres types d'engagements de nature associative ou familiale, un repli sur la sphère privée que l'on observe dans les réponses aux entretiens qualitatifs menés auprès de certains enquêtés.

On peut citer, par exemple, cet extrait d'un entretien mené auprès d'un homme de 51 ans, cadre d'une entreprise privée en Île-de-France. Il s'estime proche de Debout la France ! et a voté pour Nicolas Dupont-Aignan au premier tour des élections présidentielles de 2017 et de 2022 puis pour Marine Le Pen au second tour de chaque élection. Il a voté pour la liste des Républicains lors des élections européennes de 2024 et s'est abstenu au premier tour des élections législatives de la même année. Il se positionne sur la partie haute de l'indice de libéralisme économique, est faiblement libéral sur le plan culturel mais témoigne d'une forte confiance interpersonnelle et se trouve dans le troisième quartile des revenus par foyer. Malgré ses choix politiques, il ne croit plus guère à la solution politique.

4.

Pour la facilité de lecture, les questions ont été raccourcies

Pensez-vous que la politique, en général, a encore le pouvoir de changer les choses en France ?⁴

Bien sûr que non. Mais c'est surtout qu'elle ne veut rien changer. La désinformation est totale. Mieux diviser pour mieux régner.

Comment percevez-vous la démocratie en France aujourd'hui ?

La démocratie en France ? C'est de la poudre de perlimpinpin ! Il n'y a plus de démocratie. Au mieux on a basculé dans une monarchie, au pire dans une petite dictature.

Pensez-vous que voter a encore du sens pour vous ? Participez-vous aux élections, et si oui, qu'est-ce qui motive votre choix ?

De moins en moins. On ne vote plus pour quelqu'un mais contre quelqu'un. Le vote de François Hollande en est le meilleur exemple. Les Français n'ont pas voté pour Hollande mais contre Sarkozy.

Avez-vous remarqué une évolution dans votre façon de voter au fil du temps, que ce soit en termes de fréquence ou de choix des candidats ?

Je suis toujours aller voter. Par contre, je vote plus contre que pour. J'étais un électeur du RPR, UMP... de la droite. Mais celle-ci a été mise à mal par Macron tout comme le Parti socialiste ce qui fait qu'aujourd'hui on a un grand centre représenté par les Macronistes et ensuite on bascule aux extrêmes, que ce soit à droite ou à gauche.

Comment interprétez-vous la notion d'engagement, et en particulier l'engagement politique ? Est-ce la même chose pour vous ?

L'engagement on y va à fond quel qu'il soit. Personnellement aucun engagement politique, j'y vais à reculons car je ne leur faire plus confiance. Depuis le COVID, j'ai vu à quel point on nous mentait et la désinformation totale.

Pouvez-vous me donner des exemples concrets d'engagement, qu'ils soient politiques ou non, que vous trouvez significatifs dans la vie de tous les jours ?

Quand j'ai de la considération au travail, mon engagement est total. Je me bats pour mon entreprise. Quand je rentre sur un terrain de foot, mon engagement est total. Idem pour supporter mon équipe de l'ASSE.

Qu'est-ce qui vous motive à vous engager ainsi ?

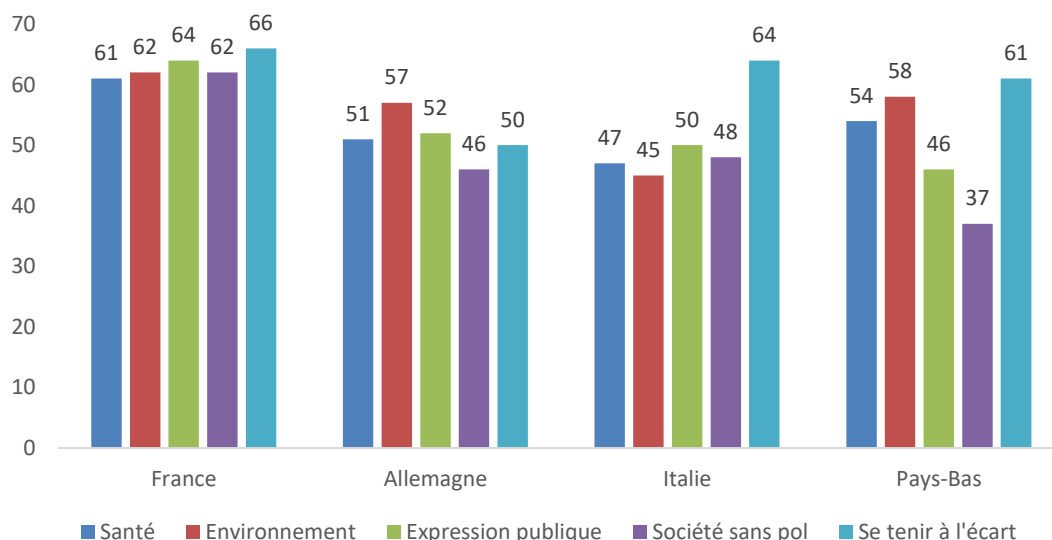
La confiance que l'on me porte et l'attente que l'on a de moi. Je suis très engagé auprès de ma famille. Par contre, plus du tout en politique car on nous raconte n'importe quoi. Donc la confiance est rompue.

Qu'est-ce qui pourrait vous motiver à vous engager davantage dans des causes politiques ou sociales à l'avenir ?

Absolument rien. On nous raconte des histoires. Je me concentre sur ma famille pour proposer les meilleures choses à ma femme et mes enfants qui ont confiance en moi.

Pour mesurer ce phénomène, on dispose des réponses à cinq questions. Les trois premières mesurent le degré de rejet des interventions des autorités publiques dans un domaine purement privé (la santé) et dans des domaines où l'interaction entre la sphère publique et la sphère privée est forte et soulève des polémiques concernant les marges de liberté personnelle face aux normes collectives (l'environnement et l'expression de ses idées) : les autorités publiques nous disent-elles trop ce qu'on doit faire dans le domaine de notre santé, en matière d'environnement et ce qu'on a le droit d'exprimer en public ? Pour évaluer la mise à distance du politique, on a ajouté les réponses à deux autres propositions, l'une mesurant l'indépendance de la société civile à l'égard du politique : « la société française a beaucoup d'atouts, elle n'a pas besoin de la classe politique pour les mettre en valeur » ; et l'autre mesurant plus directement le désinvestissement politique : « On a tout intérêt à se mettre à l'écart de la vie politique et à se consacrer à sa vie personnelle ». Comme on peut le voir sur le graphique 4, les enquêtés français se distinguent par leur propension plus forte à prendre leurs distances avec le politique sur les cinq registres que l'on a retenus.

Graphique 4 : La mise à distance du politique par pays (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

Les cinq dimensions retenues sont fortement associées sur le plan statistique (alpha de Cronbach = 0,726 en France, 0,698 en Allemagne, 0,709 en Italie et 0,678 aux Pays-Bas). On a donc créé un indice de mise à distance du politique qui va de 0 à 5 en fonction du nombre d'occurrences positives que l'on a ensuite dichotomisé en un niveau bas (aucune à deux réponses positives) et un niveau élevé (trois à cinq réponses positives). En moyenne, les enquêtés français se situent sur la partie haute de l'indice à concurrence de 66%, les enquêtés allemands à 54%, les enquêtés italiens à 49% et les enquêtés hollandais à 53%.

Si l'on s'en tient au cas français, une analyse en composantes principales (ACP) permet de situer la mise à distance de la vie politique dans le contexte plus général des valeurs, de la confiance et du vote. En ce qui concerne les valeurs, on a construit un indice de libéralisme culturel (il y a trop d'immigrés en France, il faut rétablir la peine de mort, il faut ouvrir ou fermer le pays au monde) et un indice de libéralisme économique (réduire le nombre de fonctionnaires, faire confiance aux grandes entreprises et penser que l'État doit faire confiance aux entreprises plutôt que les contrôler). En ce qui concerne la confiance, on a créé un indice de confiance interpersonnelle (confiance dans ses voisins, dans les personnes rencontrées pour la première fois, dans les personnes d'une autre nationalité) et un indice de confiance dans les institutions politiques (confiance dans le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat, le conseil municipal et le Parlement européen). On a ajouté le vote en variables supplémentaires sous la forme d'indices construits à partir du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 et du premier tour des élections législatives de 2024. On dispose ainsi de plusieurs indices, allant tous de 0 à 3, permettant de mesurer l'intensité du vote de gauche, du vote macroniste et centriste, du vote de droite, du vote d'extrême-droite et de l'absence de vote en regroupant les abstentions et les votes blancs et nuls (BNA). Enfin, on a ajouté le niveau de revenu du foyer en unités de consommation (revenu UC).

L'ACP montre que la mise à distance du politique s'inscrit clairement bien plus dans l'univers politique de l'extrême-droite que dans celui des

abstentionnistes. Cela vient confirmer que le vote RN mobilise d'autres dimensions sociopolitiques que les valeurs racistes ou xénophobes qui caractérisent traditionnellement l'extrême-droite et qu'il s'associe fortement à la recherche d'une forme d'autonomie sociale. Certes, on peut soutenir qu'il vient illustrer la thèse d'un populisme qui dénonce le système et ses élites. Cependant, l'analyse montre que l'univers de ses électeurs se trouve à l'opposé de l'encadrement normatif généré par les mouvements populistes historiques comme le fascisme ou le castrisme qui entendaient enserrer l'ensemble des activités sociales et mêmes privées dans un moule culturel rigide contrôlé par le parti et ses représentants. Cette idée d'autonomie sociale, qui s'oppose à celle de l'unitarisme populiste, conduit à déceler chez les enquêtés un arrière-fond libertarien dont se nourrit l'extrême-droite notamment en France.

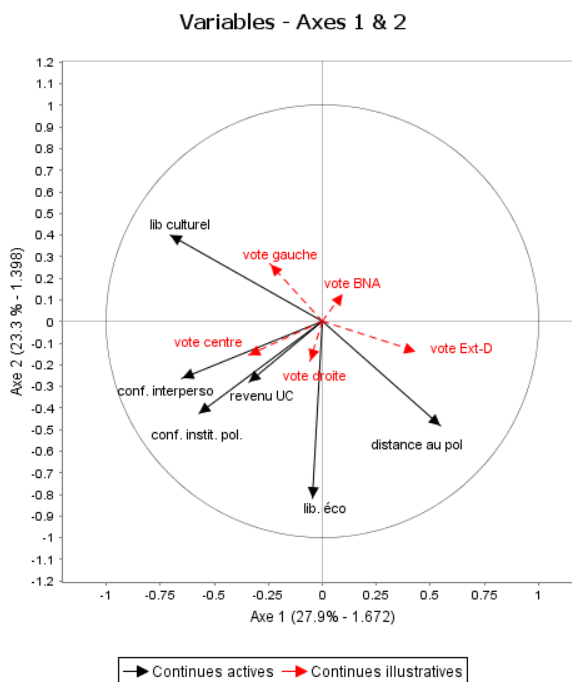
Cette hypothèse semble confirmer par le fait que les enquêtés français, loin de soutenir massivement le modèle unitaire de l'État-nation républicain, sont très tentés par le modèle communautaire. En effet, on a demandé aux enquêtés s'ils approuvaient cette proposition : « Il faudrait que la France évolue vers un modèle multiculturel qui permet à chaque communauté d'affirmer son identité ». En moyenne, 48% des enquêtés français répondent positivement. Cette proportion monte à 66% parmi les électeurs de la NUPES lors du premier tour des élections législatives de 2024 mais s'établit au niveau de la moyenne chez les électeurs des candidats de la majorité présidentielle (48%) et demeure assez élevée chez les électeurs des candidats LR ou alliés (34%) comme chez les électeurs des candidats RN (31%).

D'une manière générale, plus la mise à distance du politique est grande et plus l'attente d'un modèle communautaire est forte. La proportion des enquêtés défendant le modèle communautaire passe ainsi de 39% parmi ceux qui se situent au niveau 0 de l'indice de mise à distance du politique à 54% lorsqu'ils se situent à son niveau maximum de 5.

De la même façon, plus la mise à distance du politique est grande et plus la recherche de l'autonomie économique s'affirme. Par exemple, le souhait de pouvoir créer sa propre entreprise, ou d'avoir pu la créer quand on était actif, augmente en fonction de cette émancipation à l'égard du politique. La proportion de ceux qui exprime ce souhait passe de 24% pour ceux qui se situent au niveau 0 de l'indice de mise à distance du politique à 43% lorsqu'ils se situent à son niveau maximum de 5.

Plus étonnant encore, alors même que la mise à distance du politique conduit à préférer un vote d'extrême-droite, on observe une poussée de libertarisme culturel, notamment en matière de consommation de drogue. On a ainsi posé la question de savoir si les enquêtés souscrivaient à cette proposition : « Si les gens se droguent, c'est leur problème, il faut les laisser libres de faire ce qu'ils veulent ». En moyenne, la proportion des enquêtés y souscrivent à 27%. Mais cette proportion change en fonction de la position sur l'indice de mise à distance de la politique, passant de 21% pour ceux qui se situent au niveau 0 à 35% pour ceux qui se situent au niveau 5. Ces résultats sont confirmés par la distribution selon le vote au premier tour des élections législatives de 2024. Cette proportion est de 33% pour les électeurs de la NUPES, de 17% pour ceux de la majorité présidentielle, de 20% pour les électeurs des candidats LR ou UDI, de 14% pour les électeurs de Reconquête ! mais de 25% pour les électeurs du RN qui se situent donc au niveau moyen de l'ensemble de l'enquête.

Graphique 5 : La distance au politique, le vote et les univers de valeurs



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

La politique comme activité de service

L'ensemble des résultats que l'on a étudiés ici conduisent à mettre en lumière une attente d'émancipation qui ne relève pas du simple populisme voire qui le contredit dans l'illusion qu'il entretient de pouvoir régler tous les problèmes sociaux par la politique de manière simple et rapide en élisant un leader à la main ferme. Du reste, même Donald Trump a bien réalisé en quelques jours qu'il n'était pas libre de faire tout ce qu'il voulait sur le terrain du protectionnisme et a suspendu brutalement les taxes qu'il venait de décréter devant l'effondrement des marchés boursiers. Cette attente d'émancipation qui a pu s'investir dans le vote RN est fortement associée à la relativisation de l'activité politique devenue une activité de service plus que de commandement. Ses électeurs recherchent un pouvoir régalien fort mais les laissant libres de décider de leur vie et de leurs affaires privées. On peut tester une dernière fois cette hypothèse. On a soumis aux enquêtés la proposition suivante : « Ce n'est pas parce que les femmes/hommes politiques ont été élu(e)s qu'ils ont le droit de décider de ma vie ». En moyenne, cette proposition obtient 80% d'approbation mais les électeurs du RN aux législatives de 2024 l'approuvent à 90%, ce qui constitue la proportion la plus élevée de tous les résultats.